

RCS : ORLEANS
Code greffe : 4502

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1989 B 00331
Numéro SIREN : 669 802 167
Nom ou dénomination : COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS CILAS

Ce dépôt a été enregistré le 21/07/2022 sous le numéro de dépôt 7612

CILAS
Société Anonyme au Capital de 2.000.000 Euros
Siège Social : 8 avenue Buffon 45100 Orléans
R.C.S. Orléans 669 802 167

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021
proposée à, et votée par
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 8 JUIN 2022

Deuxième résolution

Conformément aux propositions du Conseil d'administration, l'Assemblée générale décide d'affecter la perte de 2021 s'élevant à (11 287 389,02) € :

- pour un montant de (2 055 257,87) €, apurement par prélèvement sur le compte "autres réserves",
- pour le solde, soit un montant de (9 232 131,15) €, affectation au report à nouveau.

L'assemblée générale constate qu'après affectation, les capitaux propres de la Société s'établissent à (5 345 994,15) euros et sont inférieurs à la moitié du capital social. En conséquence, l'assemblée générale, statuant à titre extraordinaire, est appelée à se prononcer sur la dissolution anticipée de la Société.

L'Assemblée générale constate par ailleurs qu'il n'a été versé aucun dividende au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix exprimées par les actionnaires présents, représentés, ou ayant voté par correspondance, la société Lumibird s'étant abstenue.

CERTIFIE CONFORME

PIERRE FAUCOUP
Président - directeur général





**Compagnie Industrielle des Lasers
CILAS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

Compagnie Industrielle des Lasers CILAS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société CILAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CILAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Société de Commissaires aux Comptes
Société d'expertise comptable inscrite au Tableau
de l'Ordre de la Région Paris - Ile-de-France

Siège social : 1-2, place des Saisons - 92400 Courbevoie-Paris-La Défense 1



Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme l'indique la note « Cas particulier des contrats à long terme » de l'annexe aux comptes annuels, votre société utilise des estimations comptables significatives.

Votre société utilise des hypothèses, notamment dans la détermination de la marge à terminaison de chaque contrat à long terme, estimée sur la base d'analyses de coûts et de produits à terminaison révisés de manière périodique pendant la durée du contrat. Nous avons pris connaissance des processus mis en place par votre société dans ce domaine, apprécié les données et les hypothèses communiquées sur lesquelles se fondent ces estimations, comparé les estimations des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et contrôlé que cette note de l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée sur le sujet.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 20 mai 2022

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit


Jean-Christophe Goudard

CIE INDUSTRIELLE DES LASERS

8 Avenue Buffon

45063 ORLEANS CEDEX

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Informations complémentaires	11
Variation des capitaux propres	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Variation détaillée des stocks et des en-cours	15
Provisions et dépréciations	16
Créances et dettes	17
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	18
Ecarts de conversion sur créances et dettes	19
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Charges et produits constatés d'avance	22
Composition du capital social	23
Ventilation du chiffre d'affaires	24
Charges et produits exceptionnels	25
Engagements hors bilan	26
Rémunération des dirigeants et effectif moyen	27

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	157 981	150 999	6 982	12 486
Concessions, brevets et droits similaires	4 044 450	2 967 059	1 077 391	76 097
Fonds commercial	955 959	838 470	117 489	117 489
Autres immobilisations incorporelles	2 145 340	2 145 229	111	111
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	41 427	41 417	10	10
Constructions	7 486 396	3 981 706	3 504 690	3 797 492
Installations techniques, matériel, outillage	22 325 041	16 030 984	6 294 057	6 838 685
Autres immobilisations corporelles	4 260 024	3 363 673	896 351	981 042
Immobilisations en cours	173 427		173 427	1 288 269
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	668 151		668 151	611 508
ACTIF IMMOBILISE	42 258 197	29 519 536	12 738 661	13 723 190
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	6 844 993	1 782 150	5 062 843	5 536 755
En-cours de production de biens	11 074 072	675 532	10 398 540	8 474 201
En-cours de production de services	1 737 051		1 737 051	1 158 802
Produits intermédiaires et finis	1 754 366	88 149	1 666 217	1 459 703
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	78 792		78 792	35 642
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	10 437 310	59 543	10 377 767	15 832 689
Autres créances	10 072 507		10 072 507	9 796 663
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	27 311		27 311	29 207
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	824 512		824 512	711 926
ACTIF CIRCULANT	42 850 913	2 605 374	40 245 538	43 035 588
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	54		54	172
TOTAL GENERAL	85 109 163	32 124 910	52 984 253	56 758 950

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 2 000 000)	2 000 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	998 213	998 213
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	885 124	885 124
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	3 500	2 800
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 055 258	8 005 029
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-11 287 389	-5 949 071
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-5 345 294	5 942 095
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	634 812	586 169
AUTRES FONDS PROPRES	634 812	586 169
Provisions pour risques	4 027 611	3 998 526
Provisions pour charges	3 121 689	2 638 684
PROVISIONS	7 149 300	6 637 210
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 759	466
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	30 898 566	25 424 141
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 099 903	3 512 639
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 632 707	7 580 835
Dettes fiscales et sociales	5 770 165	6 060 360
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	173 322	385 082
Autres dettes	1 777	1 777
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	963 198	625 420
DETTES	50 545 397	43 590 719
Ecarts de conversion passif	38	2 757
TOTAL GENERAL	52 984 253	56 758 950

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	21 343 968	2 410 616	23 754 584	30 128 908
Production vendue de services	3 499 238		3 499 238	3 449 225
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	24 843 206	2 410 616	27 253 822	33 578 133
Production stockée			2 845 484	-130 822
Production immobilisée			152 766	338 601
Subventions d'exploitation			471 666	435 625
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			575 737	1 276 859
Autres produits			5	2
PRODUITS D'EXPLOITATION			31 299 480	35 498 398
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			5 139 151	8 186 354
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			474 425	183 512
Autres achats et charges externes			12 785 153	13 132 087
Impôts, taxes et versements assimilés			1 025 958	1 060 630
Salaires et traitements			12 276 023	12 055 004
Charges sociales			5 175 425	4 904 173
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 098 029	1 917 695
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			144 687	226 141
Dotations aux provisions			1 048 886	1 593 482
Autres charges			3 865 454	17 831
CHARGES D'EXPLOITATION			44 033 192	43 276 909
RESULTAT D'EXPLOITATION			-12 733 712	-7 778 511
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			50	2 214
Autres intérêts et produits assimilés			13 389	10 496
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			172	1 235
Différences positives de change			44 919	153 496
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			58 530	167 441
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			204	24 373
Intérêts et charges assimilées			42	
Différences négatives de change			38 472	121 032
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			38 718	145 406
RESULTAT FINANCIER			19 812	22 035
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-12 713 900	-7 756 476

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	65 909	59 615
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	32 930	24 789
PRODUITS EXCEPTIONNELS	98 840	84 404
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	530 920	68 485
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		15 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	530 920	83 485
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-432 080	920
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-1 858 591	-1 806 485
TOTAL DES PRODUITS	31 456 850	35 750 243
TOTAL DES CHARGES	42 744 239	41 699 314
BENEFICE OU PERTE	-11 287 389	-5 949 071

Annexes

Les comptes sociaux sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon le **règlement 2016-07 du 04 novembre 2016** modifiant le règlement 2014-03 de l'autorité des normes comptables du 05 juin 2014 ainsi que les avis et recommandations ultérieurs de l'autorité des normes comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan comptable général dans le respect du principe de prudence et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

Immobilisations incorporelles

- Progiciels de gestion et industriels : 5 ans
- Progiciels de bureautique : 3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) à leur valeur d'apport ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Constructions	20 ans L
Installations techniques, mat.outillage	8 ans L
Matériel de bureau et informatique	5 ans L
Mobilier	10 ans L

S'agissant des immobilisations acquises dans le but de concourir à une production spécifique, les amortissements correspondants sont étalés sur la durée prévisible de ladite production. Il s'agit essentiellement de matériels et outillages amortis sur la durée du contrat.

Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré et les produits finis et semis-finis valorisés au coût standard.

Une dépréciation est calculée selon la rotation passée des différents articles sachant qu'un ajustement est effectué, le cas échéant, en fonction des perspectives d'écoulement de chaque référence.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont inscrites à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Le poste clients inclut des produits non facturés ou partiellement déjà encaissés au titre des avances et acomptes.

Cas particuliers des contrats à long terme

Pour l'essentiel, il s'agit de contrats d'études. L'unité de résultat retenue pour la définition du résultat est le contrat. Pour les contrats constitués de plusieurs tranches, notifiées de manière successive et indépendante, l'unité de résultat retenue est la tranche notifiée. Pour chacune de ces affaires, une marge brute à terminaison est déterminée par différence entre le chiffre d'affaires et le coût de production.

En cas de marge à terminaison positive, cette dernière sera prise en résultat en fonction de l'avancement des lots de facturation ; en cas de marge à terminaison négative, une provision pour perte à terminaison sera dotée.

Si un contrat donne lieu successivement à des livraisons de matériels et à des études, un seul résultat à terminaison est dégagé sur le contrat. Toutefois, l'événement déclenchant la prise en compte du chiffre d'affaires reste lié à la nature des prestations facturées.

Pour les prestations d'études, le chiffre d'affaires est constaté en fonction des clefs techniques d'avancement, qui peuvent correspondre à des factures d'acompte.

Pour les prestations matérielles, le chiffre d'affaires est constaté lors des livraisons, lorsque celles-ci font l'objet d'un transfert de propriété.

Le programme LMJ faisant l'objet d'un seul contrat constitué de lots distincts, chaque lot est comptabilisé comme une unité de résultat. Afin de tenir compte des différentiels de marge entre les lots, une provision pour risques et charges d'exploitation est constituée ou reprise pour linéariser l'impact sur les résultats.

Indemnités de fin de carrière et médaille du travail

Les évaluations des engagements de la société Cilas au titre des Indemnités de Fin de Carrière (IFC) et des Médailles du Travail sont réalisées dans le respect des principes comptables internationaux (norme IAS 19 sur les avantages au personnel) et français (recommandation n° 2013-R.02 du 07 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables) par la méthode actuarielle des Unités de Crédit Projetées.

La comptabilisation des provisions pour IFC suit la méthode du « corridor » : Les pertes/gains actuariels des indemnités de fin de carrière liés à l'expérience et/ou à la modification d'hypothèses non reconnus à la fin de l'exercice sont amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture.

Les pertes/gains actuariels au titre des Médailles du Travail sont reconnus immédiatement dans l'année.

Compte Personnel de Formation (CPF)

La loi 2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation met en oeuvre le compte personnel de formation (CPF) qui remplace depuis le 01 janvier 2015 le droit individuel à la formation (DIF). Au même titre que le DIF, l'application du comité d'urgence du conseil national de la comptabilité conduit la société à ne pas provisionner le CPF.

Contrats à long-terme

Le montant de la provision pour perte à terminaison est de 1 638 K€.

Frais de recherche et développement

Le montant global des dépenses de recherche et de coût de développement en charge de l'exercice s'élève à 2 630 K€

Engagements IFC et MDT

Les engagements IFC et MDT à fin d'exercice s'élèvent respectivement à 2 058 K€ et 334 K€.

Les hypothèses retenues pour la clôture sont les suivantes :

Taux d'actualisation :	0.85 %
Taux d'inflation attendu sur le long terme :	1.90 %
Taux de progression des salaires :	2.50 %
Taux de charges sociales et fiscales patronales :	46,50 %
Tables de mortalité :	INSEE TD/TV 2015-2017

Age de départ en retraite : Afin de tenir compte des mesures d'allongement de la durée de vie active prévues dans la loi Fillon du 21 août 2003 et de la réforme 2010 sur les retraites, l'âge de départ en retraite a été fixé respectivement à 62 ans pour les non-cadres et 64 ans pour les cadres (62 ans pour ceux nés avant le 01 janvier 1955).

Mobilité annuelle	Ensemble du personnel
< 25 ans :	15%
25-29 ans :	10%
30-34 ans :	7%
35-39 ans :	5%
40-44 ans :	3%
45-49 ans :	1%
+ 50 ans :	0%

Les provisions comptabilisées sont les suivantes :

	IFC	MDT	Total
Provision de début d'année :	(1 858 055)	(334 086)	(2 192 141)
Charge de l'année :	(200 624)	(2 101)	(202 725)
Prestations payées par l'employeur :	176 167	2 210	178 377
Contributions employeur de l'année :	-	-	-
Provision de fin d'année :	(1 882 512)	(333 977)	(2 216 489)
Valeur des engagements de fin d'année :	(2 057 875)	(333 977)	(2 391 852)

Les écarts actuariels restant à amortir sont de 175 K€ (pertes).

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		5 942 095
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		5 942 095
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	11 287 389	
SOLDE		11 287 389
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-5 345 294

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	157 981		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 987 996		1 157 754
Terrains	41 427		
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	1 084 379		
Constructions sur sol d'autrui	6 004 019		96 807
Const. Install. générales, agenc., aménag.	301 191		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	21 624 019		701 022
Installations générales, agenc., aménag.	657 055		10 630
Matériel de transport	10 859		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 393 926		187 555
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 288 269		769 445
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34 405 142		1 765 460
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	611 508		2 189 205
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	611 508		2 189 205
TOTAL GENERAL	41 162 627		5 112 418

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			157 981	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			7 145 750	
Terrains			41 427	
Constructions sur sol propre			1 084 379	
Constructions sur sol d'autrui			6 100 827	
Constructions, installations générales, agenc.			301 191	
Installations techn., matériel et outillages ind.			22 325 041	
Installations générales, agencements divers			667 685	
Matériel de transport			10 859	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			3 581 481	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 884 287		173 427	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 884 287		34 286 315	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		2 132 561	668 151	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 132 561	668 151	
TOTAL GENERAL	1 884 287	2 132 561	42 258 197	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	145 495	5 504		150 999
Fonds commercial	838 470			838 470
Autres immobilisations incorporelles	4 955 828	156 460		5 112 288
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 939 793	161 964		6 101 757
Terrains	41 417			41 417
Constructions sur sol propre	969 450	18 060		987 509
Constructions sur sol d'autrui	2 212 659	388 468		2 601 126
Constructions installations générales, agenc., aménag.	296 744	1 012		297 757
Installations techniques, matériel et outillage industriels	14 785 334	1 245 650		16 030 984
Installations générales, agenc. et aménag. divers	544 321	24 377		568 697
Matériel de transport	10 779	237		11 016
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 525 698	258 262		2 783 959
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 386 400	1 936 065		23 322 466
TOTAL GENERAL	27 326 193	2 098 029		29 424 223

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.

Fonds Cial

Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains

Construct.

- sol propre

- sol autrui

- installations

Install. Tech.

Install. Gén.

Mat. Transp.

Mat bureau

Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	A la fin de		Au début de		Variation des stocks	
	l'exercice		l'exercice		Augmentation	Diminution
Marchandises						
Marchandises revendues en l'état						
Approvisionnements						
Matières premières	6 844 993	7 319 418				474 425
Autres approvisionnements						
TOTAL I	6 844 993	7 319 418				474 425
Production						
Produits intermédiaires	1 652 158	1 059 849		592 309		
Produits finis	102 208	496 308				394 100
Produits résiduels						
Autres						
TOTAL II	1 754 366	1 556 157		198 209		
Production en cours						
Produits	3 136 150	3 985 775				849 625
Travaux						
Etudes	1 737 051	1 158 802		578 249		
Prestations de services						
Autres	7 937 922	5 019 271		2 918 651		
TOTAL III	12 811 122	10 163 847		2 647 275		
PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE DE PRODUCTION) II + III					2 845 484	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients	196 157	24 892	46 423	174 626
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	178 048		15 000	163 048
Provisions pour pertes de change	172	54	172	54
Provisions pour pensions, obligations similaires	2 192 141	226 799	202 450	2 216 490
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	4 070 692	797 345	272 955	4 595 082
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	6 637 210	1 049 090	537 000	7 149 300
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	113 244		17 930	95 313
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	2 409 962	144 687	8 818	2 545 831
Dépréciations comptes clients	59 543			59 543
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	2 582 749	144 687	26 748	2 700 688
TOTAL GENERAL	9 219 959	1 193 777	563 748	9 849 987
Dotations et reprises d'exploitation		1 193 723	530 646	
Dotations et reprises financières		54	172	
Dotations et reprises exceptionnelles			32 930	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	668 151	634 812	33 339
Clients douteux ou litigieux	59 543	59 543	
Autres créances clients	10 377 767	10 377 767	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 235	3 235	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	8 179 609	2 420 101	5 759 508
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 404 639	1 404 639	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	83 255	83 255	
Etat, autres collectivités : créances diverses	219 483	219 483	
Groupe et associés	157 534	157 534	
Débiteurs divers	24 753	24 753	
Charges constatées d'avance	824 512	824 512	
TOTAL GENERAL	22 002 480	16 209 633	5 792 847

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	5 759	5 759		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	23 295			23 295
Fournisseurs et comptes rattachés	9 632 707	9 632 707		
Personnel et comptes rattachés	2 584 867	2 584 867		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 830 364	1 830 364		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 137 820	1 137 820		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	217 113	217 113		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	173 322	173 322		
Groupe et associés	30 875 271	30 875 271		
Autres dettes	1 777	1 777		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	963 198	963 198		
TOTAL GENERAL	47 445 494	47 422 199		23 295

Emprunts souscrits en cours d'exercice 2 159 603

Emprunts remboursés en cours d'exercice 2 110 959

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
<hr/>			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	4 404 640		
Autres créances		157 533	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
<hr/>			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers		30 875 271	
Avances et acomptes reçus sur commandes	554 660		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 613 319	4 595 253	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances				
Dettes financières				
Dettes d'exploitation		54	54	38
Dettes sur immobilisations				
TOTAL		54	54	38

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
409800	FOURN DEBITEURS	2 816		2 816
418200	FACTU A ETABLIR	2 876 712	4 607 005	-1 730 293
438710	I.J.SECU ET PR.		6 276	-6 276
448700	ETAT PR A RECEV		106 166	-106 166
TOTAL		2 879 529	4 719 447	-1 839 919
TOTAL		2 879 529	4 719 447	-1 839 919
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418200	FACTU A ETABLIR	2 876 712	4 607 005	-1 730 293
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2 876 712	4 607 005	-1 730 293
AUTRES CREANCES				
409800	FOURN DEBITEURS	2 816		2 816
438710	I.J.SECU ET PR.		6 276	-6 276
448700	ETAT PR A RECEV		106 166	-106 166
TOTAL AUTRES CREANCES		2 816	112 442	-109 626
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 879 529	4 719 447	-1 839 919

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	FOURN. : F.A.R.	6 824 878	1 995 641	4 829 237
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		6 824 878	1 995 641	4 829 237
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	F.A.R. IMMO.	90 098	24 759	65 339
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		90 098	24 759	65 339
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	CH A PAYER CP	985 401	1 049 931	-64 530
428230	CAP CET	451 152	429 681	21 471
428600	PERSO CAP AUTRE	1 117 404	1 140 284	-22 880
438200	CH.SOC.S/C.P.	411 528	436 602	-25 074
438230	CH SOC CET A PA	199 324	190 595	8 729
438600	AUT CH SOC A PA	525 228	535 946	-10 718
438610	CAP IJ PREVOYAN		14 132	-14 132
448200	CHG FISC CAP CP	29 493	31 468	-1 975
448230	CH FISC CAP CET	13 518	12 894	624
448600	AU CH FISC PERS	33 516	34 210	-694
448610	AUTR TAX DIVERS	3 347	3 100	247
448630	CAP FIS FO CONT	24 011	-8 023	32 034
448640	CAP FISCA CONST	55 088	24 490	30 598
448650	CAP FISC T APPR		5 657	-5 657
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		3 849 010	3 900 967	-51 957
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518600	INT. A PAYER	792	466	325
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		792	466	325
TOTAL CHARGES A PAYER		10 764 777	5 921 834	4 842 944

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CH. D'AVANCE	824 512	711 926	112 586
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		824 512	711 926	112 586
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	PROD. D'AVANCE	-963 198	-625 420	-337 778
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-963 198	-625 420	-337 778

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
ARIANE GROUP TOUR CRISTAL 7-11 Quai André Citroën 75015 PARIS	SAS	510 736	63,00 %
LUMIBIRD 2 rue Paul Sabatier 22300 LANNION	SA	300 000	37,00 %

Cilas est non intégré fiscalement dans les 2 entités

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Militaire et sécurité	13 425 415	1 020 709	14 446 124	16 197 599	-10,81 %
Nucléaire, scientifique et industriel	7 918 552	1 389 906	9 308 458	13 931 308	-33,18 %
Produits accessoires(refacturations)	3 499 238		3 499 238	3 449 225	1,45 %
TOTAL	24 843 205	2 410 615	27 253 820	33 578 132	-18,83 %

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITES SUR MARCHES	499 320	671100
AMENDES FISCALES	15 000	671200
AVOIR AIRBUS GMBH REMBT CASSE	16 600	671800

TOTAL	530 920
--------------	----------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
PENALITES FOURNISSEURS	65 909	771100
REPRISE PROV AMENDE FISCALE	15 000	787500
REPRISE DEPREC AMORT EXCEPT AUD	17 930	787600

TOTAL	98 839
--------------	---------------

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	890 585
Engagements en matière de pension	175 362
<hr/> Autres engagements donnés <hr/>	
TOTAL	1 065 947

Rémunérations dirigeants

La rémunération des organes de Direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle

Effectif moyen**264**

Cadres	160
Non cadres	104

dont :

Apprentis :	5
Handicapés :	12